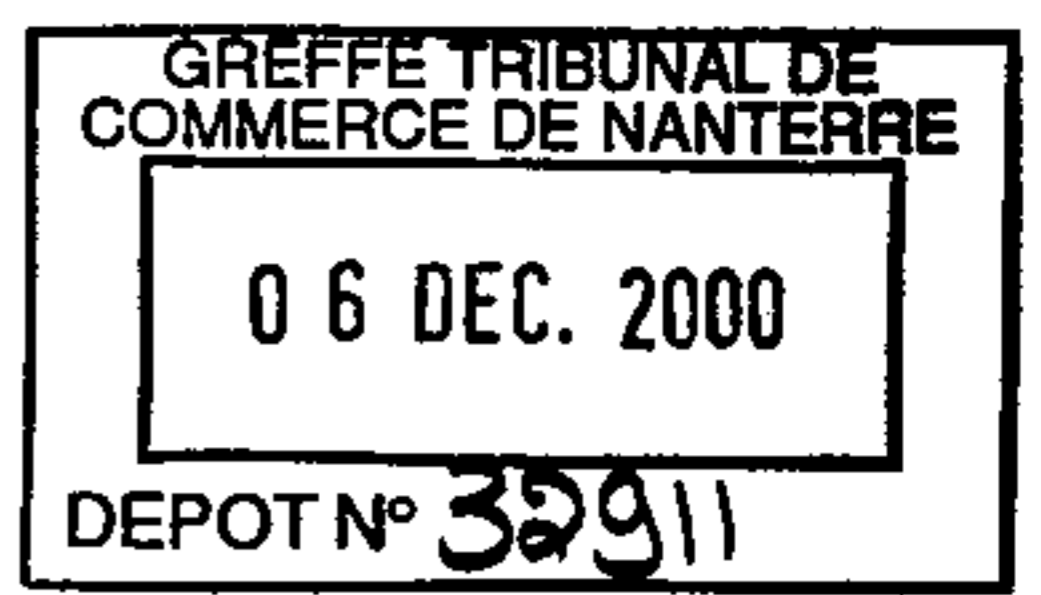


AUG



FRANCE LOGIS

Société à Responsabilité Limitée au capital de 50 000 francs
Siège social : MONTRouGE (92120) - 104 avenue de la République.
334 981 057 R.C.S. NANTERRE

9985239

| |
|---|
| ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE du 25 SEPTEMBRE 2000 |
|---|

L'an deux mil, le 25 septembre, à 18 heures,

Les associés de la Société à Responsabilité Limitée FRANCE LOGIS, au capital de 50 000 francs, divisé en 500 parts de 100 francs chacune, dont le siège social est à MONTRouGE (92120) - 104 avenue de la République, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, au siège social, sur la convocation qui leur a été faite par le gérant.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Christian BEGUIN, gérant associé,

| | |
|---|-----------|
| Après avoir rappelé qu'il possède | 251 parts |
|---|-----------|

Il constate qu'est présent :

| | |
|--|-----------|
| Monsieur Hubert ROZE, associé propriétaire de..... | 249 parts |
|--|-----------|

| | |
|--|-----------|
| Total égal au nombre de parts composant le capital social..... | 500 parts |
|--|-----------|

Monsieur le Président constate, en conséquence, que l'assemblée réunissant la totalité des parts sociales est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

ORDRE DU JOUR

- Augmentation du capital social par voie d'apport en nature,
- Approbation de l'apport, de son évaluation et de sa rémunération,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs au porteur.

}

Monsieur le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- Le contrat d'apport conclu avec Messieurs BEGUIN et ROZE,
- Le rapport du Commissaire aux Apports,
- Le rapport de la Gérance,
- Les statuts de la Société,
- Le projet des résolutions présentées à l'assemblée,

Puis, il rappelle que tous les documents prescrits par l'article 37 du Décret du 23 mars 1967, et qu'il énumère, a été adressé aux associés plus de quinze jours avant la date de l'assemblée et a été tenu à leur disposition au siège social, pendant ce même délai.

Il rappelle que le rapport du Commissaire aux Apports a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de NANTERRE le 8 août 2000 sous le n° 00020759, soit huit jours au moins avant la présente assemblée et tenu, au siège social, à la disposition des associés dans le même délai.

L'assemblée générale lui donne acte de ces déclarations.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérante, du contrat d'apport et du rapport du Commissaires aux Apports.

Diverses observations sont alors échangées et puis, personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale approuve et ratifie la convocation et la tenue de la présente assemblée à ces jour, heure et lieu.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide d'augmenter le capital social, actuellement fixé à la somme de 50 000.00 francs, d'une somme de 248 000.00 francs, pour le porter à 298 000.00 francs, au moyen de la création de 2 480 parts sociales nouvelles de 100.00 francs chacune, entièrement libérées, numérotés de 501 à 2 980, et attribués ainsi qu'il est indiqué sous la troisième résolution ci-après.

Les parts sociales nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux parts anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de ce jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

4

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture :

- ◆ d'une part, d'un contrat d'apport en date à MONTROUGE du 4 septembre 2000, aux termes duquel Messieurs Christian BEGUIN et Hubert ROZE font apport des biens suivants :

- **124 parts sociales** composant le capital de la **Société à Responsabilité Limitée PARTIMMO**, au capital de 50 000 francs, dont le siège social est à MONTROUGE (92120) - 104 avenue de la République, ladite Société immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le n° 411 206 592,

savoir :

⇒ **Par Monsieur Christian BEGUIN**, de nationalité française, né le 17 avril 1948 à PARIS 17ème, demeurant à PARIS 17ème - 5 rue Pierre Demours,

à concurrence de 62 parts sociales de 100 francs chacune,

⇒ **Par Monsieur Hubert ROZE**, de nationalité française, né le 5 juin 1952 à PARIS 15ème, demeurant à PARIS 11ème - 41 rue Popincourt,

à concurrence de 62 parts sociales de 100 francs chacune.

évalués à 1 984 000 francs, moyennant l'attribution de 2 480 parts sociales nouvelles de 100.00 francs chacune, représentatives de l'augmentation de capital ayant fait l'objet de la première résolution ci-dessus,

- ◆ et d'autre part, du rapport établi par Monsieur Maurice PETITJEAN, Commissaires aux Apports désigné par Ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de PARIS, en date du 8 décembre 1998,

approuve cet apport aux conditions stipulées audit contrat, son évaluation, ainsi que sa rémunération.

La différence entre la valeur de l'apport et le montant de l'augmentation de capital, soit 1 736 000.00 francs, constitue la prime d'apport qui sera inscrite à un compte spécial au passif du bilan sur lequel porteront les droits des associés et qui pourra recevoir toute affectation décidée par les associés réunie en Assemblée Générale.

La collectivité des associés constate que les 2 480 parts sociales nouvelles émises au titre de l'augmentation du capital ci-dessus relatée, doivent être attribuées de la façon suivante :

- Monsieur Hubert ROZE, à concurrence de 1 240 parts sociales, n° 501 à 1 740,
- Monsieur Christian BEGUIN, à concurrence de 1 240 parts sociales, n° 1 741 à 2 980.

4

La collectivité des associés reconnaît sincère et véritable la déclaration relative à la répartition et à la libérations des parts sociales nouvelles, faite au contrat d'apport par Monsieur Christian BEGUIN, gérant de la Société, et par les apporteurs.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, constatant la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée aux résolutions qui précèdent, décide de modifier corrélativement les articles 6 et 7 des statuts de la façon suivante :

Article 6 (nouveau) **APPORTS**

Lors de la constitution de la Société, les associés fondateurs ont apporté en numéraire une somme de..... 50 000.00

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 25/09/2000 le capital social a été augmenté d'une somme de..... 248 000.00 par apport effectué par Messieurs Christian BEGUIN et Hubert ROZE des biens ci-après, évalués ainsi qu'il suit :

124 parts sociales composant le capital de la Société à Responsabilité Limitée PARTIMMO, au capital de 50 000 francs, dont le siège social est à MONTROUGE (92120) - 104 avenue de la République, ladite Société immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le n° 411 206 592, ledit apport évalué à 1 984 000 francs, moyennant l'attribution de 2 480 parts sociales nouvelles de 100.00 francs chacune, représentatives de l'augmentation de capital.

La différence entre la valeur de l'apport et le montant de l'augmentation de capital, soit 1 736 000.00 francs, constitue la prime d'apport.

TOTAL EGAL au montant des apports..... 298 000.00

Article 7 (nouveau) **CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de DEUX CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE (298 000.00) FRANCS, divisé en 2 980 parts sociales, numérotées de 1 à 2 980, réparties entre les associés en proportion de leurs droits respectifs, savoir :

Monsieur Hubert ROZE, à concurrence de..... 1 489 parts
n° 1 à 249 (249) et n° 501 à 1 740 (1 240)

Monsieur Christian BEGUIN, à concurrence de..... 1 491 parts
n° 250 à 500 (251) et n° 1 241 à 2 480 (1 240)

TOTAL EGAL au montant des parts composant le capital..... 2 980 parts

}

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que les 2 980 parts sociales sont intégralement libérées et sont réparties entre eux dans les proportions indiqués ci-dessus.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal, pour faire tous dépôts et publications, partout où besoin sera.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

ooOoo

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.


De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé, après lecture, par les associés.

Pour copie conforme
LE GERANT



DUPLICAT

| | |
|---|--------------|
| VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE | |
| DE MONTROUVILLE LE 24 NOV 2000 | |
| F° 28 | 376-3 |
| - DIS DE TIMBRE Nette Neuf lev F | |
| - DIS D'ENREG Nette Six lev Kéouvanli F. | |
| SIGNATURE: | (12 = 150 F) |



ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

- **Monsieur Christian, Paul, René BEGUIN**, gérant de société, de nationalité française, né le 17 avril 1948 à Paris (17ème), époux de Madame Catherine Bernadette DUBOIS-DUMEE,

Mariés sous le régime de la séparation de Biens, suivant contrat de mariage reçu par Maître HERSAN, Notaire à SAINT OUEN le 11 mai 1974 préalable à son union célébrée à la Mairie du 15 ème arrondissement de Paris le 18 mai 1974. Régime non modifié depuis.

Demeurant à PARIS (75 017), 5 rue Pierre Demours.

- **Monsieur Hubert, Jacques, Albert ROZE**, gérant de société, de nationalité française, né le 5 juin 1952 à PARIS (15 ème), divorcé, non remarié de Madame Anne DELILLE.

Demeurant à PARIS (75 015), 41 rue Popincourt.

Ci-après désignés « **LES APORTEURS** »,

DE PREMIERE PART,

- **Monsieur Christian BEGUIN,**

Agissant en qualité de gérant de la **SARL FRANCE LOGIS**, Société à Responsabilité limitée au capital de 50 000 francs, dont le siège social est à MONTRouGE (92 120) - 104 avenue de la République, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de NANTERRE sous le n° B 411 206 592,

Spécialement habilitée à l'effet des présentes en vertu d'une délibération d'assemblée générale extraordinaire des associés de ladite société en date du 5 novembre 1998.

Ci-après désignés « **LA SOCIETE BENEFICIAIRE** »,

DE SECONDE PART,

PREALABLEMENT A L'ACTE D'APPORT, OBJET DU PRESENT CONTRAT, IL A ETE RAPPELE ET EXPOSE CE QUI SUIIT :

EXPOSE

Messieurs BEGUIN et ROZE sont associés de la société :

PARTIMMO

Société à responsabilité Limitée au capital de 50 000 francs
Siège social : MONTRouGE (92 120) - 104 avenue de la République
R.C.S. NANTERRE 411 206 592

Cette société a pour objet : La commercialisation de Biens immobiliers, la transaction sur immeubles et fonds de commerce , la gestion immobilière ainsi que toutes opérations de promoteur, lotisseur, rénovateur, marchand de biens et construction.

Et exploite un fonds de commerce de même nature dans les locaux sis à MONTRouGE (92120) - 104 avenue de la République

La durée de la société est fixé à 99 années à compter du 11 mars 1997.

1 4 W

Cette société présente un capital de CINQUANTE MILLE (50 000) francs, réparti en 500 Parts de 100 francs chacune, réparties de la façon suivante :

| | |
|---------------------------------|-----------|
| Monsieur BEGUIN Christian | 250 PARTS |
| Monsieur ROZE Hubert..... | 250 PARTS |
| | ----- |
| | 500 PARTS |
| | ===== |

Ils sont propriétaires pour les avoir souscrites lors de la création de la Société.

CECI EXPOSE, IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

I - APPORTS

Par les présentes, les soussignés de première part, font apport, sous les garanties ordinaires et de droit à la SARL FRANCE LOGIS susnommée, ce qui est accepté par Monsieur BEGUIN, ès-qualité, les parts ci-après.

II - DÉSIGNATION

Parts détenues par Monsieur BEGUIN Christian :

| | |
|---|----------|
| Soixante deux parts de cent francs chacune de la S.A.R.L. PARTIMMO, n°1 à 62..... | 62 PARTS |
|---|----------|

Parts détenues par Monsieur ROZE Hubert :

| | |
|--|----------|
| Soixante deux parts de cent francs chacune de la S.A.R.L. PARTIMMO, n° 251 à 312 | 62 PARTS |
|--|----------|

| | |
|---|------------------|
| Total égal au montant de l'apport | 124 PARTS |
| | ===== |

III - ÉVALUATION des APPORTS

La valeur des parts faisant l'objet des apports a été déterminée sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 1999 après revalorisation des titres de participation détenus par la SARL PARTIMMO.

Il a été procédé à la valorisation des parts de la société bénéficiaire de l'apport sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 1999, afin de définir un rapport d'échange.

Les méthodes d'évaluation des deux sociétés sont exposées en annexe au présent traité.

IV - DÉCLARATIONS DES APPORTEURS

Chacun des apporteurs, soussignés de première part, déclare, pour ce qui le concerne que :

- Les parts apportées ne sont grevées d'aucune inscription quelconque et en particulier d'aucune inscription de nantissement, ou droit de retour conventionnel, action résolutoire, interdiction d'aliéner.
- Les parts de la société PARTIMMO sont leur propriété entière et légitime,

- Il n'existe aucun obstacle pouvant s'opposer à la libre transmission de ces parts,
- Chacun des apporteurs a la pleine capacité pour en disposer sur sa simple signature, chacun d'entre eux étant déjà associés de la société FRANCE LOGIS et de la société PARTIMMO.
- La société PARTIMMO n'a jamais été et n'est pas en état de liquidation de biens, redressement judiciaire ou cessation de paiements.

En un mot, que rien ne s'oppose à la libre disposition des biens apportés à la **SOCIETE BENEFICIAIRE**,

De son côté, Monsieur BEGUIN ès-qualité, déclare au nom de la **SOCIETE BENEFICIAIRE** avoir eu parfaite connaissance des opérations effectuées par la société PARTIMMO depuis le début de l'exercice en cours et que lesdites opérations ne sont pas, selon elle, de nature à modifier l'évaluation des biens apportés.

V - PROPRIÉTÉ - JOUISSANCE

La **SOCIETE BENEFICIAIRE** aura la propriété des parts apportées à compter du jour de l'inscription modificative au registre du commerce et des sociétés de l'augmentation de capital de la **SOCIETE BENEFICIAIRE**.

Elle aura la jouissance à compter du jour de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

VI - RÉMUNÉRATION des APPORTS

Les parts de la société bénéficiaire de l'apport, la société FRANCE LOGIS, sont évaluées à **QUATRE CENT QUARANTE MILLE (440 000) francs**, soit **881.20 francs par part** arrondis à **800.00 francs**.

Les apports (parts de la société PARTIMMO), ci-dessus décrits sont évalués à la somme globale de **UN MILLION NEUF CENT QUATRE VINGT QUATRE MILLE (1 984 000.00) francs**, soit **16 000.00 francs par part** et pour chaque apporteur une somme de **NEUF CENT QUATRE VINGT DOUZE MILLE (992 000.00) FRANCS**.

Compte tenu des rapports d'échange ainsi défini, les apports seront rémunérés moyennant l'attribution aux apporteurs de **DEUX MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT (2 480) parts de 100.00 francs** chacune entièrement libérées, à créer par la société bénéficiaire à titre de rémunération des apports en nature.

Ces Parts sont réparties ainsi qu'il suit entre les **APPORTEURS** :

| | |
|--|--------------------|
| Monsieur BEGUIN Christian, à concurrence de..... | 1 240 parts |
| Monsieur ROZE Hubert, à concurrence de | 1 240 parts |
| | ----- |
| Total égal au nombre de parts à créer par la SOCIETE BENEFICIAIRE | 2 480 PARTS |
| | ===== |

SOIT 2 280 PARTS DE 100 FRANCS CHACUNE.
=====

Les 2 480 parts ci-dessus créer porteront jouissance à compter du jour de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société FRANCE LOGIS. Elles seront négociables à cette même date, sous réserves des dispositions statutaires sur les cessions de parts et seront entièrement assimilées aux parts de numéraire.

Le solde de l'apport soit **UN MILLION SEPT CENT TRENTE SIX MILLE (1 736 000.00) francs** sera inscrit au passif du bilan sous la désignation de « *Prime d'apport* ».

Total de l'apport : 248 000 + 1 736 000 = 1 984 000 francs.

VII - CONDITIONS PARTICULIÈRES - RÉGIME FISCAL

Pour la perception des droits d'enregistrement, Monsieur BEGUIN es-qualité, ainsi que les **APPORTEURS**, déclarent qu'ils entendent placer la présente opération sous le régime fiscal défini aux articles 809-1-1er et 810-1 et 2 du code général des impôts.

En matière d'impôts sur les revenus, les soussignés de première part, déclarent que les apports sont susceptibles de bénéficier des dispositions de la loi du 26 juillet 1991 instituant le report d'imposition de la plus-value.

En conséquence, les **APPORTEURS** s'engagent à faire établir le montant de la plus-value dans les conditions prévues à l'article 97 du code général des impôts et de souscrire les déclarations « 2074 » au titre de l'exercice 2000.

Les parties précisent en tant que de besoin que les apports faisant l'objet des présentes, auront sur le plan fiscal, la même date d'effet que sur le plan juridique, soit le jour de la réalisation définitive qui sera celle de l'assemblée générale extraordinaire.

VIII - CONDITION SUSPENSIVE

Les apports faisant l'objet des présentes sont soumis à la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital de la **SOCIETE BENEFICIAIRE**, au registre du commerce et des sociétés.

IX - FRAIS

Tous frais, droits et honoraires des présentes et de ceux qui en seront la réalisation, seront supportés par la **SOCIETE BENEFICIAIRE**, ainsi que Monsieur BEGUIN Christian es-qualité, l'y oblige.

X - ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- Les **APPORTEURS**, en leur demeure respective sus-indiquée,
- La **SOCIETE BENEFICIAIRE** en son siège social.

XI - AFFIRMATION DE SINCÉRITÉ

Le rédacteur des présentes a informé les parties qui le reconnaissent, des sanctions applicables aux insuffisances et dissimulation de prix et aux fausses déclarations de sincérité.

Les parties affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du code général des impôts que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.

XII - DÉCLARATION FISCALE

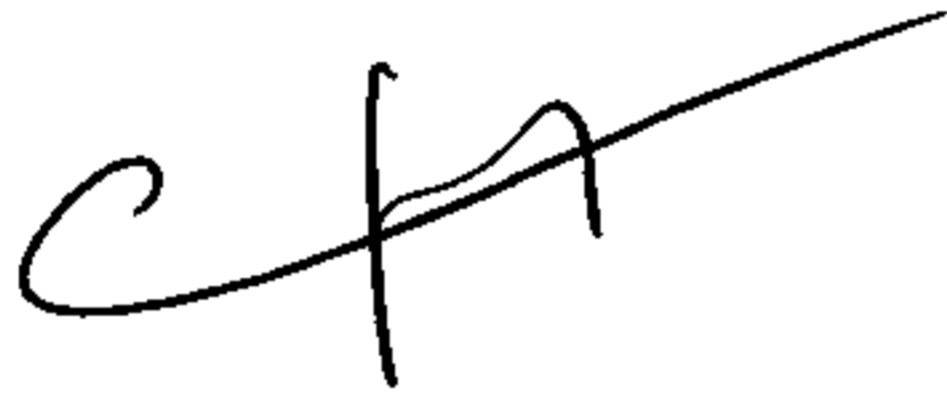
Les parties soussignées nom et ès-qualité, reconnaissent qu'elles ont été informées par le rédacteur des présentes des sanctions applicables aux insuffisances et dissimulations et aux affirmations de sincérité frauduleuses.

Elles affirment, par ailleurs, sous les peines édictées par l'article 1837 du code général des impôts, que le présent acte exprimé l'intégralité de la rémunération de l'apport.

En outre, elles affirment au rédacteur des présentes que cette rémunération n'est contredite par aucune contre-lettre contenant une augmentation de celle-ci ou une soulte.

Fait à MONTROUGE, le 4 SEPTEMBRE 2000
En cinq exemplaires

M. Christian BEGUIN



M. Hubert ROZE



Pour la SARL FRANCE LOGIS
Monsieur BEGUIN Christian



Valeur retenue

A / SARL PARTIMMO :

| | |
|--|----------------|
| - Situation nette au 31/12/1999..... | 28 068.00 F |
| - Réévaluation de la participation dans la SARL MERICOURT..... | 8 225 000.00 F |
| Evaluation des titres de la société PARTIMMO..... | 8 253 068.00 F |

soit 8 253 068 F : 500 = 16 506.14 F la part arrondie à 16 000.00 F

La valeur des parts faisant l'objet des apports a été déterminée sur la base des comptes arrêtés au 31/12/1999 après revalorisation des titres de participation détenus par la SARL PARTIMMO.

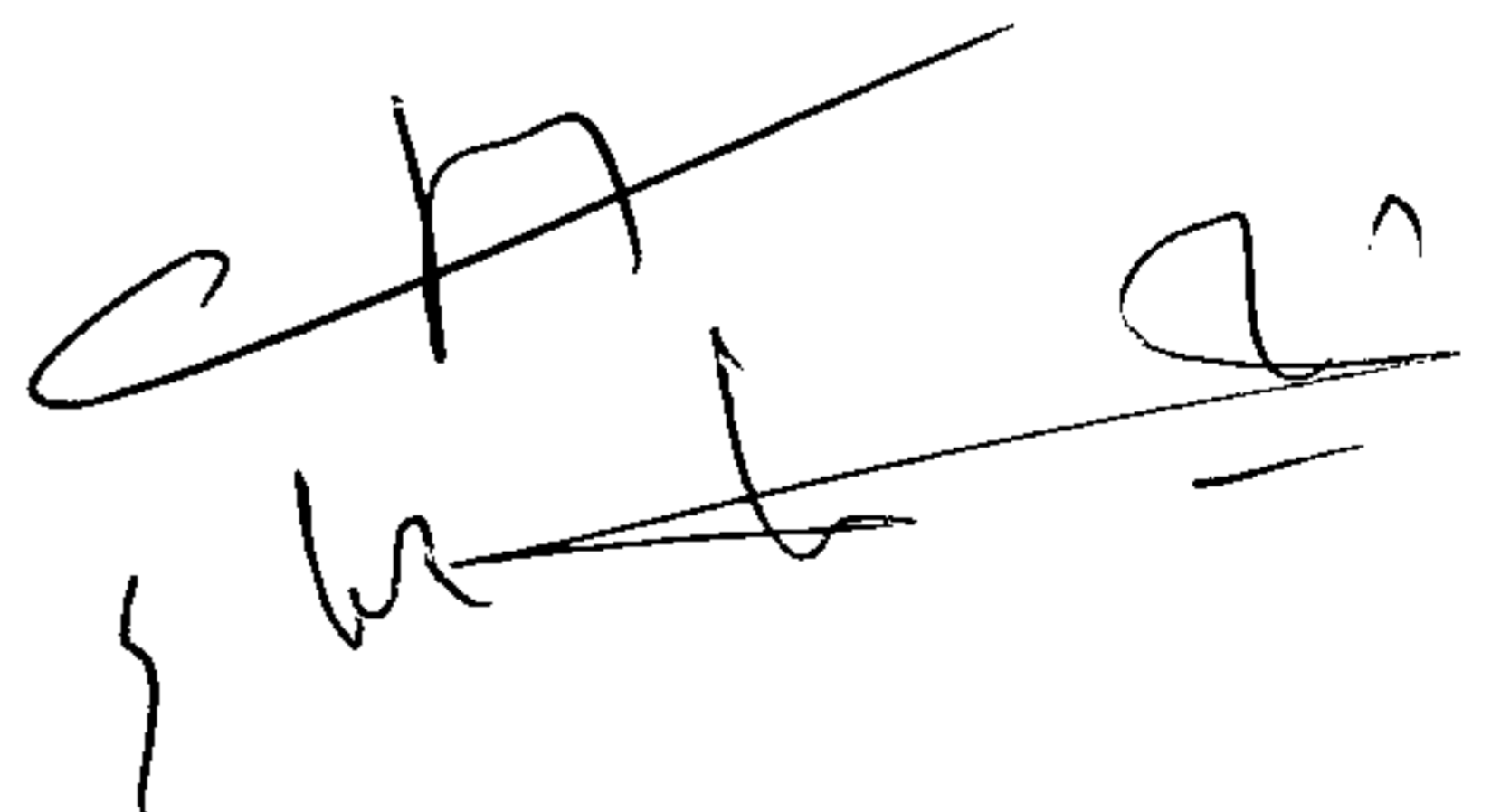
Il a été procédé à la valorisation des parts de la société bénéficiaire de l'apport sur la base des comptes arrêtés au 31/12/1999 afin de définir un rapport d'échange.

Les méthodes d'évaluation des deux sociétés exposées en annexe au présent contrat.

B / FRANCE LOGIS

| | |
|---|--------------|
| - Situation nette au 31/12/1999..... | 440 000.00 F |
| Evaluation des titres de la société FRANCE LOGIS..... | 440 000.00 F |

Soit 881.20 francs arrondie à 800.00 francs par part.



Désignation de l'entreprise : S.A.R.L. FRANCE LOGIS Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* [12]

Adresse de l'entreprise 104 Av. de la république-92120 Montrouge Durée de l'exercice précédent* [12]

Numéro SIRET* [33498105700048]

Code APE [703A]

| Déclaration souscrite en | | Exercice N clos le , [31121999] | | N-1 [31121998] | | |
|---|---|---|---------------------------------|----------------|------------------------------|---------|
| F [A7] [X] € [A8] | | | | | | |
| cocher obligatoirement une case | | | | | | |
| | | Brut 1 | Amortissements, provisions 2 | Net 3 | Net 4 | |
| Capital souscrit non appelé (0) | | AA | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | Frais d'établissement * | AB | AC | | | |
| | Frais de recherche et développement * | AD | AE | | | |
| | Concessions, brevets et droits similaires | AF | AG | | | |
| | Fonds commercial (1) | AH | AI | | | |
| | Autres immobilisations incorporelles | AJ | AK | | | |
| | Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | AL | AM | | | |
| ACTIF IMMOBILISÉ * IMMOBILISATIONS CORPORELLES | Terrains | AN | AO | | | |
| | Constructions | AP | AQ | 55 944 | 18 438 | |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | AR | AS | | | |
| | Autres immobilisations corporelles | AT | AU | 71 847 | 27 533 | |
| | Immobilisations en cours | AV | AW | | | |
| | Avances et acomptes | AX | AY | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2) | Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence | CS | CT | | | |
| | Autres participations | CU | CV | 9 900 | 9 900 | |
| | Créances rattachées à des participations | BB | BC | 651 146 | 1 336 753 | |
| | Autres titres immobilisés | BD | BE | | | |
| | Prêts | BF | BG | | | |
| | Autres immobilisations financières * | BH | BI | 40 231 | 1 507 | |
| TOTAL (I) | | BJ | BK | 127 791 | 747 248 | |
| ACTIF CIRCULANT | STOCKS* | Matières premières, approvisionnements | BL | BM | | |
| | | En cours de production de biens | BN | BO | | |
| | | En cours de production de services | BP | BQ | | |
| | | Produits intermédiaires et finis | BR | BS | | |
| | | Marchandises | BT | BU | | |
| | Avances et acomptes versés sur commandes | BV | BW | | | |
| | CRÉANCES | Clients et comptes rattachés (3) * | BX | BY | 598 124 | 2 381 |
| | | Autres créances (3) | BZ | CA | 100 200 | 234 701 |
| | DIVERS | Capital souscrit et appelé, non versé | CB | CC | | |
| | | Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :.....) | CD | CE | | |
| Disponibilités | | CF | CG | 13 194 | 9 394 | |
| Comptes de régularisation | Charges constatées d'avance (3) * | CH | CI | 25 544 | 14 156 | |
| | TOTAL (II) | CJ | CK | 737 062 | 260 633 | |
| | Charges à répartir sur plusieurs exercices * (III) | CL | | | | |
| | Primes de remboursement des obligations (IV) | CM | | | | |
| | Ecarts de conversion actif * (V) | CN | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (0 à V) | | CO | IA | 1 612 101 | 1 484 309 | |
| Renvois : (1) Dont droit au bail : | | | CP | | (3) Part à plus d'un an : CR | |
| Clause de réserve de propriété :* | | Immobilités : | | Stocks : | Créances : | |

②

BILAN — PASSIF avant répartitionDésignation de l'entreprise S.A.R.L. FRANCE LOGIS

| | | Exercice N | | Exercice N - 1 | |
|--|---|---|----------|----------------|---------|
| CAPITAUX PROPRES | Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 50 000) | DA | 50 000 | 50 000 | |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport, | DB | | | |
| | Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence <input type="checkbox"/> EK <input type="checkbox"/>) | DC | | | |
| | Réserve légale (3) | DD | 5 000 | 5 000 | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | DE | | | |
| | Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours <input type="checkbox"/> A10 <input type="checkbox"/>) | DF | | | |
| | Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* <input type="checkbox"/> EJ <input type="checkbox"/>) | DG | 420 746 | | |
| | Report à nouveau | DH | | | 377 109 |
| | RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | DI | (35 147) | | 43 637 |
| | Subventions d'investissement | DJ | | | |
| | Provisions réglementées * | DK | | | |
| TOTAL (I) | DL | 440 600 | | 475 746 | |
| Autres fonds propres | Produit des émissions de titres participatifs | DM | | | |
| | Avances conditionnées | DN | | | |
| | TOTAL (II) | DO | | | |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour risques | DP | | | |
| | Provisions pour charges | DQ | | | |
| | TOTAL (III) | DR | | | |
| DETTES (4) | Emprunts obligataires convertibles | DS | | | |
| | Autres emprunts obligataires | DT | | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5) | DU | 122 137 | | 21 885 |
| | Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs <input type="checkbox"/> EI <input type="checkbox"/>) | DV | | | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | DW | | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | DX | 298 411 | | 179 188 |
| | Dettes fiscales et sociales | DY | 104 962 | | 6 279 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | DZ | | | |
| Autres dettes | EA | 518 199 | | 1 004 468 | |
| Compte régul. | Produits constatés d'avance (4) | EB | | | |
| TOTAL (IV) | EC | 1 043 710 | | 1 211 819 | |
| Ecarts de conversion passif* (V) | ED | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I à V) | EE | 1 484 309 | | 1 687 565 | |
| RENVIS | (1) Écart de réévaluation incorporé au capital | IB | | | |
| | (2) Dont { | Réserve spéciale de réévaluation (1959) | IC | | |
| | | Ecart de réévaluation libre | ID | | |
| | | Réserve de réévaluation (1976) | IE | | |
| | (3) Dont réserve réglementée des plus-values à long terme * | EF | | | |
| (4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | EG | | | 1 211 819 | |
| (5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | EH | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DÉCLARANT

Désignation de l'entreprise : S.A.R.L. FRANCE LOGIS

| | | Exercice N | | | | Exercice (N-1) | | |
|---|---|--|---------------------------------|---|---------|----------------|----------|-----------|
| | | France | | Exportation et livraisons intracommunautaires | | | Total | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises* | FA | | FB | | FC | | |
| | Production vendue | biens* | FD | | FE | | FF | |
| | | | services* | FG | 872 207 | FH | | FI |
| | Chiffres d'affaires nets* | FJ | | 872 207 | FK | | FL | 872 207 |
| | Production stockée* | | | | | FM | | |
| | Production immobilisée* | | | | | FN | | |
| | Subventions d'exploitation | | | | | FO | | |
| | Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges* (9) | | | | | FP | 1 113 | |
| | Autres produits (1) (11) | | | | | FQ | 26 | 2 |
| | Total des produits d'exploitation (2) (I) | | | | | | FR | 873 345 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises (y compris droits de douane)* | | | | | FS | | |
| | Variation de stock (marchandises)* | | | | | FT | | |
| | Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)* | | | | | FU | | |
| | Variation de stock (matières premières et approvisionnements)* | | | | | FV | | |
| | Autres achats et charges externes (3) (6 bis)* | | | | | FW | 618 023 | 383 009 |
| | Impôts, taxes et versements assimilés* | | | | | FX | 2 926 | 1 762 |
| | Salaires et traitements* | | | | | FY | | |
| | Charges sociales (10) | | | | | FZ | | |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION | Sur immobilisations | - dotations aux amortissements* | | | GA | 33 888 | 61 096 |
| | | | - dotations aux provisions* | | | GB | | |
| | | Sur actif circulant : dotations aux provisions | | | | | GC | |
| | Pour risques et charges : dotations aux provisions | | | | | GD | | |
| | Autres charges (12) | | | | | GE | 3 243 | |
| Total des charges d'exploitation (4) (II) | | | | | | GF | 658 080 | 445 867 |
| 1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | | | | | | GG | 215 266 | (131 137) |
| Opérations en commun | Bénéfice attribué ou perte transférée* | | | | | GH | | 174 100 |
| | Perte supportée ou bénéfice transféré* | | | | | GI | 267 724 | |
| PRODUITS FINANCIERS | Produits financiers de participations (5) | | | | | GJ | | |
| | Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5) | | | | | GK | | |
| | Autres intérêts et produits assimilés (5) | | | | | GL | | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | GM | | |
| | Différences positives de change | | | | | GN | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | GO | | |
| Total des produits financiers (V) | | | | | | GP | | |
| CHARGES FINANCIÈRES | Dotations financières aux amortissements et provisions* | | | | | GQ | | |
| | Intérêts et charges assimilées (6) | | | | | GR | 6 331 | 1 286 |
| | Différences négatives de change | | | | | GS | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | GT | | |
| Total des charges financières (VI) | | | | | | GU | 6 331 | 1 286 |
| 2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI) | | | | | | GV | (6 331) | (1 286) |
| 3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI) | | | | | | GW | (58 789) | 41 676 |

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

4 COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Suite)Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)Désignation de l'entreprise S.A.R.L. FRANCE LOGIS

| | | Exercice N | | Exercice N-1 | |
|--|---|--|----------|------------------------|---------|
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | HA | 490 | | 6 958 |
| | Produits exceptionnels sur opérations en capital * | HB | 76 000 | | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | HC | | | |
| | Total des produits exceptionnels (7) (VII) | HD | 76 490 | | 6 958 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis) | HE | | | 4 997 |
| | Charges exceptionnelles sur opérations en capital * | HF | 47 847 | | |
| | Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | HG | | | |
| | Total des charges exceptionnelles (7) (VIII) | HH | 47 847 | | 4 997 |
| 4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII) | | HI | 28 643 | | 1 961 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) | | HJ | | | |
| Impôts sur les bénéfices * (X) | | HK | 5 000 | | |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII) | | HL | 949 835 | | 495 788 |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X) | | HM | 984 982 | | 452 150 |
| 5 - BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges) | | HN | (35 147) | | 43 637 |
| RENOIS | (1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme | HO | | | |
| | (2) Dont | produits de locations immobilières | HY | | |
| | | produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | IG | | |
| | (3) Dont | - Crédit-bail mobilier | HP | | |
| | | - Crédit-bail immobilier | HQ | | |
| | (4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | IH | | | |
| | (5) Dont produits concernant les entreprises liées | IJ | | | |
| | (6) Dont intérêts concernant les entreprises liées | IK | | | |
| | (6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.) | HX | | | |
| | (9) Dont transfert de charges | A1 | | | |
| | (10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) | A2 | | | |
| | (11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits) | A3 | | | |
| | (12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges) | A4 | | | |
| (13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 obligatoires A9 | | | | | |
| (7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle) : | | Exercice N | | | |
| | | Charges exceptionnelles | | Produits exceptionnels | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| (8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs : | | Exercice N | | | |
| | | Charges antérieures | | Produits antérieurs | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

①

BILAN — ACTIF

Formulaire obligatoire (article 53 A
du code général des impôts).

Désignation de l'entreprise : SARL PARTIMMO Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12
 Adresse de l'entreprise 75011 PARIS Durée de l'exercice précédent* 12
 Numéro SIRET* 41120659200015 Code APE 701F

| Déclaration souscrite en | | Exercice N clos le , 31121999 | | N-1 31121998 | | |
|--|---|---|---------------------------------|---------------------------|----------|--------|
| F A7 X e A8 cocher obligatoirement une case | | Brut 1 | Amortissements, provisions 2 | Net 3 | Net 4 | |
| Capital souscrit non appelé (0) | | AA | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | Frais d'établissement * | AB | AC | | 214 | |
| | Frais de recherche et développement * | AD | AE | | | |
| | Concessions, brevets et droits similaires | AF | AG | | | |
| | Fonds commercial (1) | AH | AI | | | |
| | Autres immobilisations incorporelles | AJ | AK | | | |
| | Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | AL | AM | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | Terrains | AN | AO | | | |
| | Constructions | AP | AQ | | | |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | AR | AS | | | |
| | Autres immobilisations corporelles | AT | AU | | | |
| | Immobilisations en cours | AV | AW | | | |
| | Avances et acomptes | AX | AY | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2) | Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence | CS | CT | | | |
| | Autres participations | CU | CV | 25 100 | 25 100 | |
| | Créances rattachées à des participations | BB | BC | 1 759 | 1 759 | |
| | Autres titres immobilisés | BD | BE | | | |
| | Prêts | BF | BG | | | |
| | Autres immobilisations financières * | BH | BI | | | |
| TOTAL (I) | | BJ | BK | 26 859 | 25 314 | |
| ACTIF CIRCULANT | STOCKS* | Matières premières, approvisionnements | BL | BM | | |
| | | En cours de production de biens | BN | BO | | |
| | | En cours de production de services | BP | BQ | | |
| | | Produits intermédiaires et finis | BR | BS | | |
| | | Marchandises | BT | BU | | |
| | CRÉANCES | Avances et acomptes versés sur commandes | BV | BW | | |
| | | Clients et comptes rattachés (3) * | BX | BY | 28 944 | 14 472 |
| | | Autres créances (3) | BZ | CA | 5 599 | 3 422 |
| | DIVERS | Capital souscrit et appelé, non versé | CB | CC | | |
| | | Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :.....) | CD | CE | | |
| | Disponibilités | CF | CG | | | |
| Comptes de régularisation | Charges constatées d'avance (3) * | CH | CI | | | |
| | TOTAL (II) | CJ | CK | 34 543 | 17 894 | |
| | Charges à répartir sur plusieurs exercices * (III) | CL | | | | |
| | Primes de remboursement des obligations (IV) | CM | | | | |
| | Ecart de conversion actif * (V) | CN | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (0 à V) | | CO | IA | 61 402 | 43 207 | |
| Renvois : (1) Dont droit au bail : | | (2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : | | (3) Part à plus d'un an : | CR | |
| Clause de réserve de propriété * | Immobilisations : | Stocks : | | Créances : | | |

Désignation de l'entreprise SARL PARTIMMO

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

| | | Exercice N | Exercice N - 1 | | |
|--|---|---|----------------|----------|--|
| CAPITAUX PROPRES | Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 50 000) | DA | 50 000 | 50 000 | |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport, | DB | | | |
| | Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence <input type="checkbox"/> EK <input type="checkbox"/>) | DC | | | |
| | Réserve légale (3) | DD | | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | DE | | | |
| | Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours <input type="checkbox"/> A10 <input type="checkbox"/>) | DF | | | |
| | Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* <input type="checkbox"/> EJ <input type="checkbox"/>) | DG | | | |
| | Report à nouveau | DH | (21 847) | (24 514) | |
| | RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | DI | (84) | 2 667 | |
| | Subventions d'investissement | DJ | | | |
| | Provisions réglementées * | DK | | | |
| | TOTAL (I) | DL | 28 068 | 28 153 | |
| Autres fonds propres | Produit des émissions de titres participatifs | DM | | | |
| | Avances conditionnées | DN | | | |
| | TOTAL (II) | DO | | | |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour risques | DP | | | |
| | Provisions pour charges | DQ | | | |
| | TOTAL (III) | DR | | | |
| DETTES (4) | Emprunts obligataires convertibles | DS | | | |
| | Autres emprunts obligataires | DT | | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5) | DU | 17 | 260 | |
| | Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs <input type="checkbox"/> EI <input type="checkbox"/>) | DV | | | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | DW | | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | DX | 23 804 | 11 107 | |
| | Dettes fiscales et sociales | DY | 5 293 | 2 472 | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | DZ | | | |
| | Autres dettes | EA | 4 220 | 1 215 | |
| Compte régul. | EB | | | | |
| TOTAL (IV) | EC | 33 334 | 15 055 | | |
| Ecarts de conversion passif* (V) | ED | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I à V) | EE | 61 402 | 43 207 | | |
| RENVIS | (1) Écart de réévaluation incorporé au capital | 1B | | | |
| | (2) Dont { | Réserve spéciale de réévaluation (1959) | 1C | | |
| | | Ecart de réévaluation libre | 1D | | |
| | | Réserve de réévaluation (1976) | 1E | | |
| | (3) Dont réserve réglementée des plus-values à long terme * | EF | | | |
| | (4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | EG | 33 334 | 43 207 | |
| (5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | EH | 17 | 260 | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

3 COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

Désignation de l'entreprise : SARL PARTIMMO

| | | Exercice N | | | | Exercice (N-1) | | | |
|---|---|--|---------------------------------|---|--------|----------------|--------|--------|--------|
| | | France | | Exportation et livraisons intracommunautaires | | | Total | | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises* | FA | | FB | | FC | | | |
| | Production vendue | biens* | FD | | FE | | FF | | |
| | | | services* | FG | 12 000 | FH | | FI | 12 000 |
| | Chiffres d'affaires nets* | FJ | 12 000 | FK | | FL | 12 000 | 12 000 | |
| | Production stockée* | | | | | FM | | | |
| | Production immobilisée* | | | | | FN | | | |
| | Subventions d'exploitation | | | | | FO | | | |
| | Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges* (9) | | | | | FP | | | |
| | Autres produits (1) (11) | | | | | FQ | | | |
| | Total des produits d'exploitation (2) (I) | | | | | | FR | 12 000 | 12 000 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises (y compris droits de douane)* | | | | | | FS | | |
| | Variation de stock (marchandises)* | | | | | | FT | | |
| | Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)* | | | | | | FU | | |
| | Variation de stock (matières premières et approvisionnements)* | | | | | | FV | | |
| | Autres achats et charges externes (3) (6 bis)* | | | | | | FW | 10 576 | 7 710 |
| | Impôts, taxes et versements assimilés* | | | | | | FX | 349 | 341 |
| | Salaires et traitements* | | | | | | FY | | |
| | Charges sociales (10) | | | | | | FZ | | |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION | Sur immobilisations | - dotations aux amortissements* | | | | GA | 214 | 1 282 |
| | | | - dotations aux provisions* | | | | GB | | |
| | | Sur actif circulant : dotations aux provisions | | | | GC | | | |
| | Pour risques et charges : dotations aux provisions | | | | | | GD | | |
| | Autres charges (12) | | | | | | GE | | |
| Total des charges d'exploitation (4) (II) | | | | | | GF | 11 139 | 9 333 | |
| 1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | | | | | | GG | 861 | 2 667 | |
| Opérations en commun | Bénéfice attribué ou perte transférée* (III) | | | | GH | 1 759 | | | |
| | Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV) | | | | GI | 2 704 | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | Produits financiers de participations (5) | | | | | | GJ | | |
| | Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5) | | | | | | GK | | |
| | Autres intérêts et produits assimilés (5) | | | | | | GL | | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | | GM | | |
| | Différences positives de change | | | | | | GN | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | | GO | | |
| Total des produits financiers (V) | | | | | | GP | | | |
| CHARGES FINANCIÈRES | Dotations financières aux amortissements et provisions* | | | | | | GQ | | |
| | Intérêts et charges assimilées (6) | | | | | | GR | | |
| | Différences négatives de change | | | | | | GS | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | | GT | | |
| Total des charges financières (VI) | | | | | | GU | | | |
| 2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI) | | | | | | GV | | | |
| 3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI) | | | | | | GW | (84) | 2 667 | |

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

4 COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Suite)Désignation de l'entreprise SARL PARTIMMO

| | | Exercice N | Exercice N - 1 | |
|--|---|--|------------------------|--|
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | HA | | |
| | Produits exceptionnels sur opérations en capital * | HB | | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | HC | | |
| | Total des produits exceptionnels (7) (VII) | HD | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis) | HE | | |
| | Charges exceptionnelles sur opérations en capital * | HF | | |
| | Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | HG | | |
| | Total des charges exceptionnelles (7) (VIII) | HH | | |
| 4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII) | | HI | | |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | (IX) | HJ | | |
| Impôts sur les bénéfices * | (X) | HK | | |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII) | | HL | 13 759 | |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X) | | HM | 13 843 | |
| 5 - BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges) | | HN | (84) | |
| RENVIS | (1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme | HO | | |
| | (2) Dont | produits de locations immobilières | HY | |
| | | produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | IG | |
| | (3) Dont | - Crédit-bail mobilier | HP | |
| | | - Crédit-bail immobilier | HQ | |
| | (4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | IH | | |
| | (5) Dont produits concernant les entreprises liées | IJ | | |
| | (6) Dont intérêts concernant les entreprises liées | IK | | |
| | (6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.) | HX | | |
| | (9) Dont transfert de charges | A1 | | |
| | (10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) | A2 | | |
| | (11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits) | A3 | | |
| | (12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges) | A4 | | |
| (13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 obligatoires A9 | | | | |
| (7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle) : | | Exercice N | | |
| | | Charges exceptionnelles | Produits exceptionnels | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| (8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs : | | Exercice N | | |
| | | Charges antérieures | Produits antérieurs | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

FRANCE LOGIS

Société à Responsabilité Limitée au capital de 298 000 francs
Siège social : MONTROUGE (92120) - 104 avenue de la République
334 981 057 R.C.S. NANTERRE

STATUTS

FRANCE LOGIS

Société à Responsabilité Limitée au capital de 298 000 francs
Siège social : MONTRouGE (92120) - 104 avenue de la République
334 981 057 R.C.S. NANTERRE

STATUTS

Article 1 - Forme

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 - Objet

La Société a pour objet la commercialisation de biens immobiliers, la transaction sur immeubles et fonds de commerce, la gestion immobilière, ainsi que toutes opérations de promoteur, lotisseur, rénovateur, marchand de biens ou toutes autres opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet sus-visé ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

Article 3 - Dénomination

La dénomination sociale est : "FRANCE LOGIS"

Dans tous les actes et documents émanants de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 : Siège social

Le siège social est fixé à MONTRouGE (92120) - 104 avenue de la République.

Il — peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

4

Article 5 - Durée

La durée de la Société est fixée à 99 années, à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des sociétés, sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Article 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la Société, les associés fondateurs ont apporté en numéraire une somme de..... 50 000.00

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 25/09/2000 le capital social a été augmenté d'une somme de..... 248 000.00 par apport effectué par Messieurs Christian BEGUIN et Hubert ROZE des biens ci-après, évalués ainsi qu'il suit :

124 parts sociales composant le capital de la Société à Responsabilité Limitée PARTIMMO, au capital de 50 000 francs, dont le siège social est à MONTRouGE (92120) - 104 avenue de la République, ladite Société immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le n° 411 206 592, ledit apport évalué à 1 984 000 francs, moyennant l'attribution de 2 480 parts sociales nouvelles de 100.00 francs chacune, représentatives de l'augmentation de capital.

La différence entre la valeur de l'apport et le montant de l'augmentation de capital, soit 1 736 000.00 francs, constitue la prime d'apport.

TOTAL EGAL au montant des apports..... 298 000.00
=====

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de DEUX CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE (298 000.00) FRANCS, divisé en 2 980 parts sociales, numérotées de 1 à 2 980, réparties entre les associés en proportion de leurs droits respectifs, savoir :

Monsieur Hubert ROZE, à concurrence de..... 1 489 parts
n° 1 à 249 (249) et n° 501 à 1 740 (1 240)

Monsieur Christian BEGUIN, à concurrence de..... 1 491 parts
n° 250 à 500 (251) et n° 1 241 à 2 480 (1 240)

TOTAL EGAL au montant des parts composant le capital..... 2 980 parts
=====

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que les 2 980 parts sociales sont intégralement libérées et sont réparties entre eux dans les proportions indiqués ci-dessus.

}

Article 8 - Modifications du capital

1.- Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés,

En cas d'augmentation de capital réalisée par voie d'élévation du montant nominal des parts existantes, à libérer en numéraire, la décision doit être prise par l'unanimité des associés.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation de capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10, doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à ladite décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné en justice sur requête de la gérance.

2.- Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective des associés statuant dans les conditions exigées pour la modification des statuts, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum prévu par la loi doit être suivie, dans un délai d'un an, d'une augmentation ayant pour effet de le porter à ce minimum, à moins que dans le même délai, la société n'ait été transformée en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société, deux mois après avoir mis la gérance en demeure, par acte extra-judiciaire, de régulariser la situation.

La dissolution ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 9 - Parts sociales

1.- Représentation des parts sociales.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables, nominatifs ou au porteur.

Le titre de chaque associé résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions qui seraient régulièrement consenties.

}

2.- Droits et obligations attachés aux parts sociales

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Les apports en industrie donnent lieu à attribution de parts ouvrant droit au partage des bénéfices et de l'actif net, à charge de contribuer aux pertes.

Toute part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Sous réserve de leur responsabilité solidaire vis-à-vis des tiers, pendant cinq ans, en ce qui concerne la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports ; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions collectives des associés.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

Toute augmentation de capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction de capital par réduction du nombre de parts.

Une décision collective extraordinaire peut encore imposer le regroupement des parts sociales en parts d'un nominal plus élevé ou leur division en parts d'un nominal plus faible, sous réserve du respect de la valeur nominale minimum fixée par la loi. Les associés sont tenus dans ce cas de céder ou d'acheter les parts nécessaires à l'attribution d'un nombre entier de parts au nouveau nominal.

3.- Indivisibilité des parts sociales. - Exercice des droits attachés aux parts.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

}

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris entre eux ou en dehors d'eux : à défaut d'entente, il sera pourvu, par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé, à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

En cas de démembrement de la propriété, le droit de vote appartient au nu-propriétaire sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier.

4.- Associé unique.

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas de plein droit la dissolution de la société, tout intéressé pouvant seulement demander cette dissolution si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an ; le tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. La dissolution ne peut toutefois être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

L'associé entre les mains duquel sont réunies toutes les parts sociales peut dissoudre la société à tout moment par déclaration du greffe du tribunal de commerce du siège social.

Article 10 - Cession et transmission des parts

1.- Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés. Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au registre du commerce et des sociétés.

2.- Les parts sociales ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit à quelque personne que ce soit qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte-tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession doit être notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire.

}

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement est réputé acquis.

Si la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois de la notification du refus, faite par lettre recommandée avec accusé de réception, d'acquérir ou de faire acquérir les parts, moyennant un prix fixé d'accord entre les parties ou, à défaut d'accord, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

Si, à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans, ne peut prévaloir de l'alinéa précédent, sauf dans les cas prévus par la loi.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cessions, alors même qu'elles auraient lieu par adjudication publique, en vertu d'une décision de justice ou autrement, ou par voie de fusion ou d'apport, ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation d'une société.

3.- Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er du Code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire le capital.

4.- En cas de décès d'un associé ou de dissolution de communauté entre époux, la société continue entre les associés survivants et les ayants droit ou héritiers de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant, ou avec l'époux attributaire de parts communes qui ne possédait pas la qualité d'associé, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

}

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayant droit et conjoints doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire. Dans les huit jours de la réception de ces documents, la gérance adresse à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec avis de réception faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint de l'associé décédé et du nombre de ses parts, afin que les associés se prononcent sur leur agrément.

En cas de dissolution de communauté, le partage est notifié par l'époux le plus diligent par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

A compter de l'envoi de la lettre recommandée par la société en cas de décès, ou de la réception par celle-ci de la notification en cas de dissolution de communauté, l'agrément est donné ou refusé dans les conditions prévues ci-dessus pour les cessions entre vifs.

Article 11 - Décès, interdiction, faillite d'un associé.

Le décès, l'incapacité, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés, personne physique ainsi que le règlement judiciaire ou la liquidation des biens d'un associé personne morale n'entraînent pas la dissolution de la société, mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant.

Article 12 - Gérance

1.- La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat, choisis par les associés.

Le ou les gérants sont toujours rééligibles.

Les gérants sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants peuvent résilier leurs fonctions, mais seulement en prévenant chacun des associés au moins trois mois à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception.

}

Les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants peuvent recevoir, en rémunération de leurs fonctions, un salaire fixé par délibération collective ordinaire des associés.

2.- Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans ces rapports avec les associés, le gérant peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société. Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers, il est convenu que le gérant ne peut, sans y être autorisé par une décision ordinaire des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles ou fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la société autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur les immeubles sociaux ou un nantissement sur le fonds de commerce, ou concourir à la fondation de toute société.

L'opposition formée par le gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

Article 13 - Conventions entre la société et ses associés ou gérants.

Sous réserve des interdictions légales, les conventions entre la société et l'un des associés ou gérants sont soumises aux formalités de contrôle et de présentation à l'assemblée des associés prescrites par la loi.

Ces formalités s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, même du directoire ou du conseil de surveillance est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Les associés peuvent, notamment, du consentement de la gérance et aux conditions fixées par celles-ci, laisser ou verser en compte courant leurs fonds disponibles dans les caisses de la société.

Article 14 - Commissaires aux comptes

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes par décision collective ordinaire.

Cette nomination est obligatoire lorsque le capital social excède le montant prévu par la loi.

La durée du mandat des commissaires aux comptes est de trois exercices.

Ils exercent leur mandat et sont rénumérés conformément à la loi.

Article 15 - Décisions collectives

1.- La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Ces décisions résultent, au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation par correspondance. Toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

a) Assemblée Générale

Toute assemblée générale est convoquée par la gérance ou à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou, encore, à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés à son dernier domicile connu, quinze jours au moins avant la réunion.

Cette lettre contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée est présidée par l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts.

La délibération est constatée par un procès-verbal contenant les mentions exigées par la loi, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le Président de séance.

A défaut de feuille de présence, la signature de tous les associés présents figure sur le procès-verbal.

Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

b) Consultation directe

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

La réponse est adressée par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

2.- Tout associé a droit de participer aux décisions, quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de ses parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé. Dans tous les cas, un associé peut se faire représenter par un tiers muni d'un pouvoir.

3.- Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, conformément à la loi. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par un gérant.

Article 16 - Décisions collectives ordinaires

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi, à savoir : révocation du gérant statutaire et transformation en société anonyme lorsque les capitaux propres excèdent cinq millions de francs.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être acceptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

Article 17 - Décisions collectives extraordinaires

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modifications des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les associés peuvent, par décisions collectives extraordinaires, apporter toutes modifications permises par la loi aux statuts.

}

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile,
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés,
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, pour toutes les autres décisions extraordinaires.

Article 18 - Droit de communication des associés

Lors de toute consultation des associés, soit par écrit, soit en assemblée générale, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur communication ou mise à la disposition sont déterminées par la loi.

En outre, à toute époque, tout associé a le droit d'obtenir au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande, dans les conditions prévues par la loi.

Article 19 - Comptes courants

Avec le consentement de la gérance, chaque associé peut verser ou laisser en compte courant dans la caisse de la société, des sommes nécessaires à celles-ci.

Ces sommes produisent ou non intérêts et peuvent être utilisées dans les conditions que détermine la gérance.

Les intérêts sont portés aux frais généraux et peuvent être révisés chaque année.

}

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la société a la faculté d'en rembourser, tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, à condition que les remboursements se fassent d'abord sur le compte courant le plus élevé, ou, en cas d'égalité, s'opèrent dans les mêmes proportions sur chaque compte. L'ouverture d'un compte courant constitue une convention soumise aux dispositions de l'article 13 des présents statuts.

Aucun associé ne peut effectuer des retraits sur les sommes ainsi déposées sans en avoir averti la gérance au moins trois mois à l'avance.

Article 20 - Année sociale - inventaire

L'exercice social commence le 1er mars et se termine le 28 février de l'année suivante.

Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la société, un bilan décrivant les éléments actifs et passifs, le compte de résultat récapitulant les produits et charges et l'annexe complétant et commentant l'information donnée dans les bilans et comptes de résultat.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est mentionné à la suite du bilan.

La gérance établit un rapport de gestion relatif à l'exercice écoulé.

Le rapport de gestion de la gérance, le bilan, le compte de résultat, l'annexe, le texte des résolutions proposées et éventuellement, le rapport du commissaire aux comptes, doivent être adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur ces comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

}

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

Enfin, tout associé a droit, à toute époque, de prendre connaissance par lui-même et au siège social des comptes annuels, des inventaires, des rapports soumis aux assemblées et des procès-verbaux des assemblées concernant les trois derniers exercices.

Article 21 - Affectation et répartition des bénéfices.

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social : il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux. L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressement les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, les associés peuvent, sur proposition de la gérance reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans les bénéfices ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi, s'il y a lieu.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportées à nouveau.

Article 22 - Paiement des dividendes

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

Article 23 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit sous réserve des dispositions de l'article 8 2. ci-dessus d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'assemblée générale est publiée dans les conditions réglementaires.

En cas d'inobservation des prescriptions du premier ou du second alinéa qui précède, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 24 - Dissolution - Liquidation

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la société entre en liquidation.

Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au registre du commerce et des sociétés.

}

La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention "société en liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité en capital des associés, pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Article 25 - Transformation de la société

La transformation de la présente société en société civile, en société en nom collectif en commandite simple ou en commandite par actions exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme ne peut être décidée à la majorité requise pour la modification des statuts que si la société a été établie et fait approuver par les associés, le bilan de ses deux premiers exercices. Toutefois, et sous ces mêmes réserves, la transformation en société anonyme peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent cinq millions de francs.

Toute décision de transformation doit être précédée du rapport d'un commissaire aux comptes inscrit, sur la situation de la société, même si la société n'a pas habituellement de commissaire aux comptes.

En cas de transformation de la société en société anonyme, un ou plusieurs commissaires chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers sont désignés par le président du tribunal de commerce statuant sur requête. Ces commissaires sont soumis aux incompatibilités prévues à l'article 220 de la loi du 24 Juillet 1966.

Leur rapport attestant que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social est tenu au siège social à la disposition des associés huit jours au moins avant la date de l'assemblée. En cas de consultation écrite, le texte du rapport doit être adressé à chacun des associés et joint au texte des résolutions proposées.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers: il ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A peine de nullité de la transformation, l'approbation expresse des associés doit être mentionnée au procès-verbal.

La société doit se transformer en société d'une autre forme dans le délai de deux ans, si elle vient à comprendre plus de 50 associés. A défaut, elle est dissoute, à moins que pendant ledit délai, le nombre des associés ne soit devenu égal ou inférieur à cinquante.

Article 26 - Contestations

Toutes contestations qui pourraient surgir concernant l'interprétation ou l'exécution des statuts ou relativement aux affaires sociales entre les associés ou entre les associés et la société, pendant la durée de la société ou de sa liquidation, sont soumises aux tribunaux compétents.

Article 27 - Nomination du gérant

Aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés en date du 12 Juin 1995, il a été accepté la démission de Monsieur Hubert ROZE, en qualité de co-gérant. Par suite, Monsieur Christian BEGUIN, demeurant à PARIS (17ème) 5 Rue Pierre Demours exercera seul, sans limitation de durée, les fonctions de gérant.

COPIE CERTIFIEE CONFORME
LE GERANT



Statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 25 /09/2000